

En ce qui concerne les besoins en logements du pays, que les députés soient d'accord avec moi ou non, le fait est qu'un grand nombre de Canadiens (plus de 4 000 000) auraient profité des mesures que voulions introduire pour aider les propriétaires et les contribuables qui y avaient droit, à bénéficier des dégrèvements pour payer leurs hypothèques ou taxes foncières.

Nous avons aussi l'intention—et j'ai été très déçu que nous n'ayons pu subventionner l'habitation—pour aider les locataires et je ne doute pas que nous soyons parvenus à nos fins. Ce type d'aide, qui eût soulagé des millions de Canadiens ne pouvait être réalisée que si le ministre des Finances et moi-même nous entendions sur ce point. J'espérais bien, même si les députés d'en face, avaient des réticences parce qu'ils savaient que notre programme inspirait de vives controverses, j'espérais bien que le ministre responsable du logement aurait eu le courage et la sagesse d'accorder une subvention au logement qui eût aidé bien des Canadiens à se loger. Néanmoins, la chose ne s'est pas réalisée. Au lieu de cela nous avons le MURB.

Les dispositions du MURB ne sont pas entièrement régressives. Elles sont utiles aux gens qui désirent investir de l'argent pour profiter de dégrèvements fiscaux. Elles sont utiles, indirectement, pour stimuler le secteur du bâtiment, mais elles ne sont guère plus qu'un geste symbolique quand il s'agit de régler le problème de l'habitation.

Regardons alors ce qui se passe au ministère de l'expansion économique régionale. Il n'y a nulle part à la Chambre de ministre plus sincère ou dédié à sa tâche que le ministre de l'Expansion économique régionale (M. De Bané). Et que reçoit-il du budget pour aider les régions désavantagées du Canada? Une seule mesure positive: le crédit d'impôt de 50 p. 100 pour les industries qui se conforment à certains critères dans certaines parties du Canada particulièrement démunies. C'est mieux que rien, il n'y a pas de doute là-dessus, mais encore là, c'est loin de tenir compte de la nécessité de prendre des mesures draconiennes pour rétablir le glissement économique mentionné plus tôt.

● (1620)

Une des raisons, et elles sont nombreuses, pour lesquelles le vice-premier ministre me déçoit, c'est qu'à l'entendre parler, j'ai parfois l'impression qu'il a oublié qu'il vient des Maritimes. A mon avis, il parle pour l'axe Québec-Ontario du parti libéral. Il a mentionné qu'il s'était rendu chez lui hier dans la région atlantique, comme si c'était un événement rare. J'espère que non, car un ancien député que nous connaissons fort bien, vous et moi, monsieur l'Orateur, un député du parti du vice-premier ministre en Nouvelle-Écosse, M. Donald MacInnis, autrefois surnommé «fighting Donnie», avait l'habitude de dire parce que vous atteignez votre destination n'est pas une raison pour oublier d'où vous venez; le vice-premier ministre ferait bien de tenir un peu plus compte de ce genre de philosophie.

J'ai sous les yeux un discours du premier ministre (M. Trudeau) dont j'ai parlé tout à l'heure. L'ancien premier ministre de la Nouvelle-Écosse aujourd'hui ministre du Travail (M. Regan) l'accompagnait. Ils parlaient aux membres du

Le budget—M. MacKay

Board of Trade de Halifax le 25 janvier 1980; à cette occasion, le premier ministre a fait des promesses très précises dont l'une aura un an au mois de janvier. Il a souvent été question de ces promesses, mais le gouvernement les a éludées. Il y a quelques mois et quelques semaines, j'ai interrogé le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources à ce sujet qui m'a rétorqué qu'on ne pouvait rien faire puisque l'ONE retardait les choses. Je veux bien entendu parler des promesses que le gouvernement a si souvent faites au sujet de la construction d'un gazoduc en Nouvelle-Écosse. Voici un extrait du discours du premier ministre qui figure à la page 10 du document si certains députés d'en face veulent s'y reporter. Le premier ministre parlait des avantages de la conversion au gaz naturel et de l'emploi d'énergies de remplacement. Je cite:

Mais pour se convertir au gaz, encore faut-il en avoir. Nulle part au Canada n'en a-t-on plus besoin que dans l'Est. Je vous annonce aujourd'hui...

Souvenez-vous que c'était au mois de janvier dernier.

... que dans le cadre de notre programme, un gouvernement libéral prendra des mesures immédiates pour assurer l'entière collaboration de tous les intéressés à la construction d'un pipe-line de gaz naturel vers Québec et les Maritimes.

Mais ce n'est que tout dernièrement, il y a quelques jours, que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources s'est engagé, en vertu de cette promesse électorale réitérée dans le budget, à présenter un bill pour réaliser ce projet si c'était nécessaire. On a donc perdu des mois. Le premier ministre disait encore ceci:

Le pipe-line remplira deux fonctions, c'est-à-dire que les Canadiens des provinces de l'Atlantique pourront recevoir maintenant le gaz naturel de l'Ouest et expédier plus tard vers le centre du pays le gaz naturel extrait au large des côtes. Tout comme les chemins de fer des années 1880, le pipe-line des années 1980 sera le lien d'acier qui unira le pays.

Le ministre des Transports (M. Pepin) tente présentement de désaffecter certains des chemins de fer qui ont été construits il y a un siècle pour inciter la Nouvelle-Écosse à entrer dans la Confédération. Nous y reviendrons un autre jour.

Sommes-nous en train d'oublier, à cause du manque de poigne ou d'attention du vice-premier ministre—sans doute plus préoccupé d'aspirer pendant quelques mois à devenir premier ministre qu'à prendre soin des siens—que nous allons laisser passer la chance d'implanter une industrie pétrochimique dans la région de l'Atlantique—préférentiellement dans la région du détroit de Canso, en Nouvelle-Écosse—si nous ne faisons rien à propos du pipe-line qu'on nous a promis si souvent? Allons-nous voir le gaz naturel du Nord de l'Arctique et de l'île de Sable à Terre-Neuve, acheminé par bateaux vers les provinces centrales? Ne serons-nous donc que des gardiens de pipe-lines? N'aurons-nous donc pas la chance de mettre en valeur cette ressource, ce gaz naturel que nous avons, et d'implanter une industrie pétrochimique orientée vers l'étranger? Je le vois, ce sont là des questions que se pose l'honorable représentante de South West Nova (M^{lle} Campbell) et avec raison, car elle tient, je le sais, à ce que la Nouvelle-Écosse...

Mlle Campbell: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. La seule question que je me pose, et que devrait également se poser le député, c'est pourquoi le premier ministre Buchanan ne fait rien pour commencer à implanter cette industrie pétrochimique.